

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

(C.C.P.)

Le pouvoir adjudicateur :
CPAM DE L'ISERE
L'ASSURANCE MALADIE DE L'ISERE
38045 GRENOBLE

Cahier des Clauses Administratives Particulières
Référence : 2025_Maintenance portes auto_MAPA

**établi en application du code de la commande publique et du CCAG Fournitures
courantes et services, relatif à :**

**Accord-cadre de maintenance des portes automatiques piétonnes, de portes de
garages, de barrières automatiques et de rideaux métalliques au sein du Siège Social
et agences de la CPAM de l'Isère**

**Procédure adaptée en application de l'article R2123-1 du code de la commande
publique**

Date et heure limites de remise des offres : 06/03/2025 à 12:00

Liste des annexes :

Annexe I	Description des opérations à réaliser suivant les gammes de maintenance
Annexe II	Livret de sécurité

SOMMAIRE

Article 1 – Rappel du contexte du marché.....	4
Article 2 - Objet du marché	4
Article 3 - Montant estimatif du marché	4
Article 4 - Montant maximum	4
4-1 Partie Forfaitaire	4
4-2 Partie à bons de commande.....	4
Article 5 - Durée du marché- Délai d'exécution des prestations.....	5
5-1-Durée du marché.....	5
5-2 Durée d'exécution des prestations hors forfait	5
5-3-Modification du contrat / Evolution	5
Article 6 - Décomposition du marché.....	6
6-1-Allotissement	6
6-2-Découpage des prestations du marché.....	6
Article 7 - Conditions d'exécution des prestations	6
7-1-Lieu d'exécution.....	6
7-2-Conditions d'exécution des prestations	7
Article 8 - Modalités particulières de commande	8
8-1- Passation des prestations forfaitaires (1.1 à 1.3).....	8
8-2- Passation des prestations à bons de commande (2.1 et 2.2).....	8
Article 9 - Généralités	9
9-1-Pièces contractuelles.....	9
9-2-Protection de la main d'œuvre et clause sociale	9
9-3-Protection de l'environnement	9
9-4-Réparation des dommages	10
9-5-Assurances	10
9-6- Engagements du titulaire relatifs à la réalisation des prestations du marché	10
9-7- Obligations de moyens et de résultat	10
9-8-Autres obligations	10
9-9- Engagements de l'Organisme	12
Article 10 – Clauses techniques	13
10-1-Maintenance préventive	13
10-2-Maintenance corrective	15
10-3 – Cadre d'intervention général	17
10-5 – Constat d'anomalie lors des interventions de maintenance préventive	17
10-6– Coordination avec le constructeur	17
10-7-Réversibilité	17
Article 11 - Constatation de l'exécution et garantie	18
11-1-Vérifications	18
11-2-Admission des prestations.....	18
11-3-Garantie	19
Article 12 - Prix et règlement.....	19
12-1-Contenu des prix	19
12-2-Variation des prix.....	19

12-3-Modalités de règlement	20
12-4-Périodicité des paiements	22
12-5-Avance	22
12-6-Sûretés	22
Article 13 - Pénalités	22
13-1-Pénalités de retard	22
13-2-Pénalités pour retard dans la transmission des documents.....	22
Article 14 – Responsabilité de l’entreprise.....	23
14-1-Responsabilité sur les installations	23
14-2-Responsabilité à l’égard de son personnel	23
14-3-Assurances	23
14-4-Situation Fiscale et Sociale	23
Article 15-Clause de réexamen.....	24
15-1 – Suppression des prestations suite à l’évolution structurelle de la CPAM	24
15-2 - Fermetures prévisionnelles de bâtiments (non exhaustif).....	24
Article 16 - Dispositions diverses	24
16-1-Dématérialisation des échanges pendant l'exécution des prestations.....	24
16-2-Transfert du marché	24
16-3-Modification du statut du titulaire	25
Article 17 - Résiliation	25
Article 18 - Litiges et différends.....	25
Article 19 - Dérogations aux documents généraux.....	25
ANNEXE I – DESCRIPTION DES OPERATIONS A REALISER SUIVANT LES GAMMES DE MAINTENANCE	26
ANNEXE II – LIVRET DE SECURITE	29

Article 1 – Rappel du contexte du marché

La CPAM de l'Isère est implantée sur l'ensemble du département et présente à ce titre un certain nombre de sites répartis sur tout le territoire. Ainsi, lors du marché précédent en 2019, il était proposé plus d'une dizaine de sites.

Cependant, dans un contexte de refonte constant du maillage territorial, la volonté est de davantage rationaliser les implantations sur le département en réduisant le nombre de sites à 9 qui font l'objet du présent marché. La pratique de réduction du nombre de sites se poursuivra aussi durant l'exécution du présent support juridique.

Techniquement, les sites sont équipés différemment et selon des types d'équipements distincts : des barrières extérieures, des garages, des portes piétonnes, des volets roulants métalliques... S'agissant plus spécifiquement des agences accueillant du public, les exigences seront différentes en fonction de l'importance des sites. C'est pourquoi des sites sont plus sensibles que d'autres afin d'être opérationnels pour les usagers.

Article 2 - Objet du marché

L'objet du présent marché est le suivant :

Accord-cadre de maintenance préventive et curative des portes automatiques piétonnes, de portes de garages, de barrières automatiques de parking et de rideaux métalliques pour différents bâtiments de l'organisme.

Le marché doit également permettre la commande de prestations complémentaires induites par la réalisation des maintenances ou faisant suite à un constat d'anomalie, un besoin d'adaptation ou de rénovation.

Code CPV :

50700000-2	Services de réparation et d'entretien d'installations de bâtiments.
------------	---

Article 3 - Montant estimatif du marché

Le marché est estimé à hauteur de 56 599 € HT sur la durée totale.

Article 4 - Montant maximum

4-1 Partie Forfaitaire

La part forfaitaire est payée automatiquement selon le prix fixé pour les prestations afférentes sans montant maximum. Ainsi, la partie forfaitaire correspond aux prestations de maintenance préventive décrites à l'article 10-1 du présent document, dont le prix est fixé par la décomposition du prix global forfaitaire.

4-2 Partie à bons de commande

La partie à bons de commande correspond à la commande de prestations induites par la réalisation des maintenances ou faisant suite à un constat d'anomalie, un besoin d'adaptation ou de rénovation, dont le détail du prix est fixé par le bordereau de prix unitaires.

Lors de son exécution, l'accord-cadre est mono attributaire et donne lieu à l'émission de bons de commande conformément à l'article L2125-1 du Code de la Commande publique.

Il s'agit d'un marché conclu sans montant minimum est avec un montant maximum de 81 250 € HT sur la durée totale de l'accord-cadre.

Article 5 - Durée du marché- Délai d'exécution des prestations

5-1-Durée du marché

Le marché est conclu pour une période d'un an à compter de sa date de notification, ou à compter du 12 avril 2025 si celle-ci intervient avant cette date. Il est renouvelable 3 fois par tacite reconduction sans excéder toutefois 4 années.

Il peut être dénoncé par le Pouvoir adjudicateur, par courrier recommandée avec AR, à chaque échéance annuelle avec un préavis de 3 mois.

Le défaut de renouvellement pour quelques causes que ce soit, ne pourra entraîner le paiement d'aucune indemnité.

Le titulaire du marché ne peut pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R2112-4 du Code de la commande publique.

5-2 Durée d'exécution des prestations hors forfait

Les délais d'exécution des prestations hors forfait seront fixés dans chaque bon de commande.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché, leur durée d'exécution ne devant pas dépasser 6 mois la fin du marché.

5-3-Modification du contrat / Evolution

Le marché prévoit que le contrat puisse être modifié, conformément à l'article R2194-8 du code de la commande publique, et selon les modalités suivantes : les modifications interviendront sur accord des deux parties après signature d'un avenant ou selon les modalités prévues à l'article 15 relatif à la clause de réexamen.

Néanmoins, dans le cas où le titulaire fait évoluer de lui-même sa gamme de services/produits définis dans le cadre du présent marché et dans le strict périmètre des clauses techniques, il communique à l'Organisme les nouvelles conditions tarifaires et techniques. Celles-ci doivent impérativement être validées par l'Organisme avant de pouvoir s'appliquer. Après acceptation, les nouveaux éléments s'appliquent en se substituant aux éléments initiaux du marché (techniques et financiers) sans qu'il soit nécessaire de réaliser un avenant.

Pour que cette substitution puisse s'appliquer, il est nécessaire que :

- les caractéristiques principales du marché ne soient pas modifiées ;
- le niveau de la qualité de service/qualité du produit ne doit pas être réduit ;
- le prix d'un service/produit équivalent ne doit pas être augmenté.

Ainsi, chaque nouvelle version des pièces financiers doit être clairement identifiée et numérotée et doit être transmis à l'adresse suivante :

consultation-achats.cpam-isere@assurance-maladie.fr

La dernière version supprime automatiquement la précédente.

Le titulaire peut installer du matériel restant sa propriété sous réserve de l'obtention de l'accord préalable de la CPAM. En fin de marché ou à tout moment, le titulaire peut retirer ce matériel, à ses frais, à condition que le fonctionnement des installations n'en soit pas perturbé et que les lieux soient remis dans l'état initial avant installation du matériel (rebouchages, déposes...).

Article 6 - Décomposition du marché

6-1-Allotissement

Le présent marché ne fait pas l'objet d'un allotissement.

6-2-Découpage des prestations du marché

Le marché est mixte car il est constitué d'une partie forfaitaire et d'une partie à bons de commande, se décomposant de la manière suivante :

1. Prestations forfaitaires	
Maintenance préventive par site	
1.1	<i>Portes piétonnes</i>
1.2	<i>Portes de garage</i>
1.3	<i>Barrières de parking</i>
1.4	<i>Rideaux métalliques</i>
2. Prestations à bons de commande	
2.1 Prestations ponctuelles / Remplacement des pièces détachées	
2.2 Maintenance corrective par site	
2.2.1	<i>Portes piétonnes</i>
2.2.2	<i>Portes de garage</i>
2.2.3	<i>Barrières de parking</i>
2.2.4	<i>Rideaux métalliques</i>

Article 7 - Conditions d'exécution des prestations

7-1-Lieu d'exécution

L'ensemble des bâtiments de l'Organisme comportant des portes piétonnes et/ou portes de garages automatiques et/ou barrières automatiques et/ou rideaux métalliques est détaillé ci-dessous :

SIEGE SOCIAL.....	2 rue des Alliés – 38100 GRENOBLE
SERVICE MEDICAL	66, avenue M. Berthelot – 38100 GRENOBLE
Agence de BOURGOIN JALLIEU	2 avenue du Parc – 38300 BOURGOIN JALLIEU
Agence de RIVES.....	57 rue Pasteur – 38140 RIVES
Agence de LA TOUR DU PIN	130 rue d'Italie – 38350 LA TOUR DU PIN
Site de VIENNE.....	1 place ST Pierre - 38200 VIENNE
Agence de VILLEFONTAINE.....	9 place Jean Jaurès – 38090 VILLEFONTAINE
Agence de ROUSSILLON	19 rue Ambroise Croizat – 38150 ROUSSILLON
Centre d'examen de santé de Vienne	3 place saint Pierre – 38200 VIENNE
Agence de MAGINOT	27 rue André Maginot 38000 GRENOBLE

(Détail par site dans DPGF)

De nouvelles installations pourront être rattachées à ce marché et feront l'objet d'avenants.

L'Organisme sera également susceptible de soustraire certaines installations, notamment du fait du changement d'affectation des locaux ou du démantèlement de l'installation. Les modifications relatives au nouveau parc ainsi qu'à la réactualisation du montant interviendront par avenant sur accord des deux parties.

7-2-Conditions d'exécution des prestations

7-2-1 - GENERALITES

Le prestataire réalisera l'intégralité des prestations en conformité avec la réglementation en vigueur et les règles de l'art applicables.

Le contrat prévoit des prestations de maintenance dans le cadre d'un forfait ainsi que des prestations ponctuelles définies au sein de l'accord-cadre.

7-2-3 – MODALITES D'EXECUTION PARTICULIERES DES PRESTATIONS FORFAITAIRES DE MAINTENANCE PREVENTIVE

Dans le cadre des prestations forfaitaires relatives à la maintenance préventive, les prestations commencent à s'exécuter dès la notification du présent marché selon les clauses techniques définies dans le cadre du présent document. Les prestations s'exécutent dans leur intégralité sur une année et renouvelées automatiquement pendant la durée du marché.

7-2-4 – MODALITES PARTICULIERES D'EXECUTION DES PRESTATIONS HORS FORFAIT SUR BONS DE COMMANDE

Pendant la durée du marché, l'Organisme pourra demander à l'entreprise des prestations ponctuelles complémentaires induites par la réalisation des maintenances ou dont la nécessité apparaîtrait à la suite d'un constat d'anomalie ou d'un besoin d'adaptation ou de rénovation.

Ces interventions feront l'objet de bons de commandes établies conformément à l'accord-cadre.

Dans ce cadre un suivi des interventions réalisées devra impérativement intervenir par mail.

7-2-5 – MODALITES PARTICULIERES D'EXECUTION DES COMMANDES HORS MARCHÉ

▷ Prestations spécifiques

Sans pouvoir dépasser 10% du montant maximum sur la durée totale du marché, le Pouvoir Adjudicateur pourra recourir à des commandes sur devis sur la base des tarifs en vigueur applicables à l'ensemble de la clientèle au moment de l'exécution du marché. Dans le cas de prix établis sur devis, le titulaire certifie, au moment de la remise du devis, que le tarif qui sert de base au calcul du prix du règlement est celui qu'il pratique pour l'ensemble de sa clientèle.

Dans tous les cas, le titulaire appliquera le taux de remise indiqué dans l'Acte d'Engagement.

En cas de commande sur devis, le titulaire devra alors fournir un devis dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de l'envoi de la demande (la date de courriel (e-mail) faisant foi) par le pouvoir adjudicateur.

▷ Ajout de prestations

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'ajouter des prestations notamment dans les cas suivants :

- Relocalisation d'un site.

Le titulaire transmettra ensuite un devis correspondant aux prestations demandées.

7-2-6 REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Les prestations pourront donner lieu à un nouveau marché pour la réalisation de prestations similaires, passé en application de la procédure négociée de l'article R2122-7 du Code de la commande publique et qui seront exécutées par l'attributaire de ce présent marché dans des conditions identiques à celles du marché initial. Ce nouveau marché devra être conclu dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

Article 8 - Modalités particulières de commande

8-1- Passation des prestations forfaitaires (1.1 à 1.3)

Dans le cadre des prestations 1.1 à 1.3, il est prévu une exécution automatique dès la notification du marché, sans que soit nécessaire l'émission de bons de commande. Elles s'exécutent directement dans les délais et les modalités prévues dans les différentes pièces du marché et payées selon les conditions de l'article 12-3.

8-2- Passation des prestations à bons de commande (2.1 et 2.2)

Dans le cadre des prestations 2 (2.1 et 2.2), il est prévu l'émission de bons de commande en fonction du besoin de l'Organisme.

Chaque bon de commande précisera :

- le contenu et les quantités de prestations à réaliser
- la référence de l'accord-cadre
- le montant du bon de commande
- s'il y a lieu :
 - o les prix unitaires des prestations à réaliser
 - o les conditions particulières d'exécution
 - o les conditions particulières de livraison et d'admission
 - o les délais et lieux d'exécution
 - o les documents à fournir

Les bons de commande sont signés par le pouvoir adjudicateur et adressés à l'attributaire par courriel ou courrier.

Article 9 - Généralités

9-1-Pièces contractuelles

Le marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes éventuelles ;
- La DPGF et le BPU
- le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi et ses éventuelles annexes ;
- les pièces particulières, annexes éventuelles : Livret de sécurité.
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG-FCS) des marchés publics de fournitures courantes et de services (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021) ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- l'offre technique et financière du titulaire.

9-2-Protection de la main d'œuvre et clause sociale

Il est fait application de l'ensemble des dispositions de l'article 6 du CCAG FCS. En application dudit article le titulaire fournira, sur simple demande du pouvoir adjudicateur, toutes autres déclarations et tous certificats attestant de l'emploi de main-d'œuvre dans des conditions régulières.

Par ailleurs, le titulaire du marché fournira spontanément, six mois après la notification du marché, puis tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

Faute de satisfaire à ces obligations, le titulaire s'expose à la résiliation par sa faute du marché, selon les modalités des articles 41 et suivants du CCAG FCS.

9-3-Protection de l'environnement

Conformément à l'article L2112-2 du Code de la Commande Publique, les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental.

Ces conditions sont les suivantes :

Le titulaire devra s'inscrire dans une démarche volontaire en matière de développement durable.

Le candidat devra donc fournir un document présentant l'ensemble de sa démarche « Développement durable » en lien avec le présent marché. Il s'attachera dans ce cadre à préciser les éléments relatifs à la gestion des déchets.

La CPAM de l'Isère souhaite en effet, dans le choix de ses partenaires, porter les valeurs de l'Institution de Sécurité Sociale qui s'inscrivent légitimement dans les préoccupations du Développement Durable.

En outre, la qualité environnementale de l'offre constituera l'un des critères de sélection du prestataire. Le candidat devra s'attacher à démontrer la performance de sa proposition en la matière.

9-4-Réparation des dommages

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

9-5-Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG FCS.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

La non-production des attestations d'assurance est un obstacle à la conclusion du marché. Le titulaire fait son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants, afin de les produire à toute réclamation du Pouvoir Adjudicateur.

A tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

9-6- Engagements du titulaire relatifs à la réalisation des prestations du marché

Le titulaire s'engage à effectuer les prestations conformément aux clauses du présent document, soit :

- informer régulièrement l'Organisme concernant le déroulement des prestations et toute difficulté rencontrée ;
- vérifier la teneur de tous les documents, informations, éléments qui lui sont communiqués pour l'accomplissement des prestations et à indiquer dès que possible des erreurs décelées qui ont une incidence sur l'exécution du marché ;
- conseiller et mettre en garde de manière permanente concernant les matériels et les prestations fournies. Cela peut donner lieu si besoin à un rapport écrit permettant de consigner les risques et les menaces et proposer des actions à réaliser pour les réduire ;
- à maintenir les compétences de ses personnels intervenant dans le cadre du présent marché.

Le titulaire est particulièrement attentif aux contraintes opérationnelles propres aux bénéficiaires du présent marché.

9-7- Obligations de moyens et de résultat

Le titulaire est tenu à :

- une obligation de moyens au titre de l'ensemble des prestations prévues dans le cadre du présent marché dès lors qu'il n'est pas fait référence à des objectifs quantifiés ;
- une obligation de résultat pour toutes les prestations clairement définies dans leur modalités, leurs délais de performance, leur composition ;

9-8-Autres obligations

9-8-1-OBLIGATIONS RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies aux articles R2193-1 à R2193-4 du Code de la commande publique et à l'article 3.6 du CCAG FCS.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article R2143-6 et suivants du Code de la commande;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 41.1 du CCAG FCS).

9-8-2-CONFIDENTIALITE ET SECURITE

a) Obligation de confidentialité

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le titulaire ainsi que son personnel seront amenés à intervenir dans les locaux de la CPAM de l'Isère. A ce titre, le titulaire et son personnel pourraient, dans le cadre de l'exécution de leur prestation, être amenés à prendre connaissance de manière fortuite de données à caractère confidentiel et ce, par quelque manière que ce soit.

1. Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou support numérique, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

2. Chacune des Parties s'engage notamment à :

- . prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations

confidentielles,

- . ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du Contrat,
- . ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du Contrat,
- . ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du Contrat,
- . ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- . ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- . ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

3. Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- . la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Contrat,
- . les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- . les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

4. Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent Contrat et pour quelque cause que ce soit.

b) Sécurité

Le prestataire se soumet aux modalités d'accès de la CPAM de l'Isère.

En outre, tout intervenant devra justifier de son appartenance à la société pour le compte de laquelle il intervient.

9-8-3-DEONTOLOGIE

Le personnel du titulaire intervenant dans le cadre des différentes prestations du marché doit respecter :

- la confidentialité telle que décrite ci-dessus ;
- la probité ;
- l'intégrité ;
- la neutralité ;
- la transparence.

9-9- Engagements de l'Organisme

Pour que le titulaire puisse réaliser les prestations telles que décrites dans le présent marché, l'Organisme s'engage à :

- payer le prix après vérification ;
- assurer au titulaire toutes les facilités pour permettre l'exécution des prestations et notamment l'accès aux différents sites (prise de contact préalable à toute venue sur site de la part du

titulaire faute de refus d'accès et cela n'occasionnera aucune indemnité pour l'Organisme – contexte Vigipirate) ;

- mettre le titulaire en mesure d'assurer ses obligations dans le respect des stipulations contractuelles et sans retard, sous réserve des règles de protection, de confidentialité et de sécurité décrites précédemment ;
- prévenir ou faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts.

Article 10 – Clauses techniques

10-1-Maintenance préventive

10-1-1 ORGANISATION DES VISITES DE MAINTENANCE PREVENTIVE

L'entreprise devra procéder à deux visites de maintenance préventives par an, au cours desquelles elle assurera notamment les prestations de maintenance et de vérification détaillées en annexe I.

Il s'agit de deux visites semestrielles dont la deuxième doit intervenir avant le 30 novembre.

La programmation de ces visites fera l'objet d'une concertation en début d'exercice entre le titulaire et l'Organisme. Le planning doit être proposé à l'Organisme dans le mois suivant la notification par tout moyen pour validation. Sur l'année 2025, les interventions souhaitées auront lieu sur la période de septembre/octobre. A compter de 2026, les visites auront lieu sur la période mars/avril pour la première et la période septembre/octobre pour la seconde.

Pour définir le planning, le titulaire prend en compte le fait que pour chaque équipement, l'intervalle entre deux visites sera impérativement de 6 mois (avec une tolérance de 15 jours calendaires).

Si l'une des deux parties désire déplacer une intervention, elle en informe l'autre au moins 2 jours ouvrables avant la date prévue.

10-1-2 LIMITES DU FORFAIT

Le forfait comprend, pour les prestations définies ci-dessus :

- ❖ **la main d'œuvre y compris frais de déplacement pour la maintenance préventive,**
- ❖ **la main d'œuvre y compris frais de déplacement pour la maintenance corrective,**

Dans le cas où lors d'une visite préventive une réparation ou un dépannage est rendue nécessaire, le titulaire s'engage à la réaliser quel que soit la cause du dysfonctionnement (mauvaise utilisation, vandalisme, foudre, etc...).

Le titulaire assurera dans le cadre du forfait une assistance à l'organisme de contrôle pour les équipements soumis à des contrôles réglementaires et vérifications périodiques obligatoires compris dans son périmètre (électricité, ascenseurs...).

Le titulaire a l'obligation d'accompagner les organismes de contrôle lors de leurs interventions et de réaliser les opérations nécessaires à l'accomplissement de ces contrôles (consignations, ouverture des panneaux d'accès, retrait des caches de protections, démontage, remontage...).

Le titulaire aura en charge l'analyse de ces rapports de contrôle et la mise en place d'actions

correctives relatives aux observations. Il pourra sur demande de la CPAM établir des propositions chiffrées pour répondre aux autres observations (mise en conformité suite à évolution réglementaire...).

Les actions engagées suite aux remarques des organismes de contrôles sont à effectuer dans un délai de 15 jours calendaire excepté pour les remarques engageant la sécurité des personnes qui sont à réaliser immédiatement.

Le titulaire informe par écrit au fur et à mesure la CPAM des actions entreprises et des réserves restantes.

La CPAM peut procéder ou faire procéder aux opérations de vérifications qu'elle juge nécessaires, le titulaire devra fournir à cette occasion les documents nécessaires à ces vérifications et l'assister ou son représentant dans ces contrôles ou essais.

Il ne comprend pas, en revanche, le remplacement de pièces détachées hors garantie. Ces dernières seront facturées en sus.

Tout remplacement de pièces devra cependant être dûment justifié. L'Organisme se réserve, en outre, la possibilité d'expertise des éléments remplacés. Pour ce faire, toute pièce remplacée justifiant une facturation complémentaire sera laissée à disposition de l'Organisme, celles dont le remplacement est prévu en échange standard étant laissées pour une période de 10 jours maximum.

10-1-3 L'ETAT DES LIEUX DES INSTALLATIONS

Un état des lieux, ou description des installations, sera réalisé de façon contradictoire entre les parties avant la prise d'effet du contrat et sera annexé au marché. Pour cela, le titulaire prévoit une visite par site concerné dans le mois suivant la notification pour repérer et identifier chacun des équipements du marché et transmet, à l'issue cette liste au service Gestion du Patrimoine :

cadres.bagp.cpam-isere@assurance-maladie.fr

La transmission de cet état des lieux global de l'ensemble des sites doit intervenir au plus tard 48h après la dernière visite.

10-1-4 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES DE MAINTENANCE PREVENTIVE

Le service effectué par le titulaire comprend entre autre :

- **L'entretien périodique selon l'annexe 1 du présent document :**
 - Les visites d'entretien, nécessaires au bon fonctionnement dans des conditions normales de sécurité, à raison de 2 visites annuelles :
 - _ *Le nettoyage,*
 - _ *Le graissage, les réglages des organes mécaniques, électriques et électroniques*
 - Le contrôle de l'état de l'efficacité des éléments liés au bon fonctionnement et à la sécurité,

- La fourniture des produits de lubrification et de nettoyage nécessaires à un bon fonctionnement,
- La fourniture du livret d'entretien.
- **La réparation ou le remplacement de toutes les pièces usées ou défectueuses par le fonctionnement normal de l'équipement :**
 - _ Les éléments de guidage : rails, galets, etc,
 - _ Les articulations : charnières, pivots, etc,
 - _ Les fixations,
 - _ Les éléments de transmission du mouvement,
 - _ Les moto réducteurs, pompes ou compresseurs,
 - _ Les chaînes, câbles, courroies,
 - _ Les fins de courses,
 - _ Les organes de commande,
 - _ Les organes de sécurité des personnes,
 - _ La propreté de l'ensemble de l'équipement.

Le cas échéant, le titulaire s'engage à remplacer les pièces susvisées dans un délai de 3 jours à compter de son intervention, exception faite pour :

- Les pièces sur mesure dont le délai de fabrication et/ou d'approvisionnement empêcherait le titulaire de respecter ledit délai,
- Les pièces rendues indisponibles, pour des raisons extérieures au titulaire ou en raison de faits de tiers, qui empêcherait le titulaire de respecter ledit délai,
- Les mesures d'entretien qu'aura repéré le contrôle technique,

Le titulaire informera le client dans le cadre de cette maintenance des travaux réalisés.

Le titulaire effectuera à chaque visite de maintenance préventive et après chaque intervention une vérification fonctionnelle de l'ensemble de l'équipement afin de rendre compte notamment de la qualité du mouvement, des points durs éventuels, des frottements, des vitesses d'ouverture et fermeture, de l'alignement des vantaux ou tablier.

Livrables attendus :

Le titulaire devra réaliser un compte rendu écrit de toute intervention préventive qu'il remettra au service Gestion du Patrimoine par mail à l'adresse mail cadres BAGP (**cadres.bagp.cpam-isere@assurance-maladie.fr**) ou accessible sur le site client au plus tard 2 jours ouvrés après l'intervention.

Par ailleurs, le titulaire devrait réaliser un devis et la facturation associée pour chaque période de maintenance préventive.

Toute intervention (visite préventive, dépannage, réparation) sera notifiée immédiatement dans le carnet d'entretien (ou e-carnet).

Sauf dans le cas du e-carnet, le carnet d'entretien sera tenu à disposition par le Chef d'Agence où se situe l'installation pour les agences et par le secrétariat au 3^e étage pour le Service Médical de Grenoble. Pour le Siège Social les carnets sont tenus par le service de Gestion du Patrimoine à l'étage partiel.

10-2-Maintenance corrective

Les interventions de maintenance corrective sont consécutives à des demandes d'intervention de l'Organisme suite à un dysfonctionnement observé.

Deux types d'anomalies sont possibles :

- Une anomalie simple : toute anomalie, en dehors des cas urgents définis ci-dessous, qui entraîne un dysfonctionnement sans le blocage total de l'équipement (ex : dysfonctionnement signalé sur le boîtier de commande).
- Une anomalie urgente : tout ce qui concerne les accès accueil du public, ainsi que les portes et portails (garage) relatifs aux entrées/sorties des bâtiments même en dehors de l'accueil du public. Il s'agit d'un dysfonctionnement bloquant ne permettant pas du tout le passage.

Les interventions interviendront durant les jours ouvrés soit du lundi au vendredi de 8h00 à 16h00.

Criticité de l'anomalie	Délai d'intervention**	Correctif		
		Délai de résolution	Solution de contournement en mode dégradé (uniquement pour l'anomalie urgente)	Résolution totale
Simple	4h	6h		Résolution totale après les 6h
Urgente	2h	4h	<p>Si à l'issue des 4h, l'anomalie n'est pas résolue, prévoir une solution dégradée de substitution.</p> <p>La solution en mode dégradée est effective pendant 3j ouvrés maximum avant la résolution totale.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Soit à l'issue des 4 premières heures d'intervention - Soit à l'issue des 3j ouvrés en cas de solution en mode dégradée

* Point de départ du délai après le signalement de l'anomalie au titulaire

** le titulaire pourra s'engager sur des délais d'intervention plus courts dans son mémoire technique. Dans ce cas, ce délai deviendra contractuel et pris en compte par l'Organisme.

Dans le cas d'une anomalie urgente, le titulaire doit faire en sorte de résoudre l'incident dans les 4h. La non résolution de l'incident dans ce délai et ouvrant droit à la mise en place d'une solution de contournement doit être dûment justifiée auprès de l'Organisme.

Le titulaire assure le suivi et la traçabilité en temps réel des interventions.

Des courriels sont adressés au service Gestion du Patrimoine :

cadres.bagp.cpam-isere@assurance-maladie.fr

- après l'appel de l'Organisme, pour confirmer la prise en compte de la demande d'intervention
- au moment de l'arrivée sur le site
- en fin d'intervention, pour notifier le compte rendu de l'intervention (cf ci-dessous pour le délai de transmission).

Livrables attendus :

L'Entreprise devra réaliser un compte rendu écrit de toute intervention préventive sur une fiche de suivi de maintenance prévue à cet effet et remis au service Gestion du Patrimoine par mail à l'adresse cadres BAGP (cadres.bagp.cpam-isere@assurance-maladie.fr) ou accessible sur le site client au plus tard 2 jours ouvrés après l'intervention.

Toute intervention sera notifiée immédiatement dans le carnet d'entretien.

Sauf dans le cas du e-carnet, le carnet d'entretien sera tenu à disposition par le Chef d'Agence où se situe l'installation pour les agences et par le secrétariat au 3^e étage pour le Service Médical de Grenoble. Pour le Siège Social les carnets sont tenus par le service Gestion du Patrimoine à l'étage partiel.

10-3 – Cadre d'intervention général

D'une manière générale, les interventions de l'Entreprise ne doivent pas perturber le bon fonctionnement de l'Organisme et être réalisées avec tous les moyens nécessaires en vue de réduire au maximum leur durée.

Le cadre des interventions de maintenance corrective est défini à l'article 10-2 du présent document.

10-5 – Constat d'anomalie lors des interventions de maintenance préventive

L'Entreprise est tenue d'informer l'Organisme de toute anomalie qu'elle aurait observée sur les installations dont elle a la charge et de signaler, sauf à engager sa responsabilité, toute non-conformité des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur.

Elle établit, pour chaque constat d'anomalie post visite de maintenance préventive, une fiche écrite mentionnant :

- ❖ le type d'anomalie constatée,
- ❖ les actions entreprises ou qu'il convient d'entreprendre pour y remédier,
- ❖ les conséquences si aucune action n'était engagée.

10-6– Coordination avec le constructeur

Lorsque le matériel dont il assure la maintenance est sous garantie, l'Entreprise assurera la responsabilité de la perte de garantie constructeur consécutive à une intervention de sa part.

Il prendra, par ailleurs, toutes dispositions en accord avec le constructeur ou l'installateur du matériel pour assurer la coordination des diverses interventions et les respects de ses propres obligations contractuelles.

10-7-Réversibilité

En fin de marché, le titulaire doit coopérer avec l'Organisme ou avec tout tiers désigné par celui-ci afin d'assurer une reprise rapide des prestations sans contrainte pour le personnel de l'Organisme.

Cette prestation peut être commandée soit en cas de résiliation du marché soit en fin normale du marché.

Le titulaire doit remettre le plan de réversibilité après réception du bon de commande. Le délai pour transmettre ce plan est indiqué directement dans le bon de commande.

Ce plan, d'une durée normale d'un mois, entraîne pour le titulaire une obligation de réaliser l'ensemble des opérations nécessaires à la continuité des prestations.

Ce plan doit prendre en compte la période de transfert de la prestation chez un autre titulaire et doit

être exécuté sous la responsabilité du présent titulaire et du nouveau.

Il est peut être organisé des réunions conjointement entre le titulaire actuel, l'Organisme si besoin et le nouveau titulaire afin de permettre l'élaboration et l'exécution de la réversibilité. Le titulaire actuel est tenu d'y assister et de transmettre l'ensemble des informations utiles à la passation des prestations du présent marché au nouveau prestataire. Le nombre de réunions ainsi que les modalités sont décidés entre le titulaire actuel et l'Organisme qui en informe le nouveau prestataire.

La mise en place de ce plan de réversibilité ne pourra, en aucun cas, permettre de faire prolonger artificiellement la durée de validité du présent marché prévue à l'article 5 du présent document.

Article 11 - Constatation de l'exécution et garantie

11-1-Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de l'exécution de la prestation dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG FCS.

11-2-Admission des prestations

11-2-1 ADMISSION DES PRESTATIONS

Pour les prestations de maintenance préventive et corrective assurées par le titulaire et par dérogation à l'article 29.1 du CCAG FCS, le représentant du pouvoir adjudicateur prononce l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations dans les 10 jours ouvrés à compter de la date de remise du bulletin d'intervention.

La prestation est réputée admise si, à l'issue de ce délai, le pouvoir adjudicateur n'a pas saisi le titulaire pour lui demander une nouvelle intervention sur le même appareil affecté du même dysfonctionnement et si le bulletin d'intervention lui a été remis dans le délai imparti.

11-2-2 AJOURNEMENT DES PRESTATIONS

Lorsque, dans les dix jours ouvrés suivant l'intervention du titulaire, une panne similaire à la précédente survient sur le même équipement, l'admission des prestations est ajournée.

Le titulaire est informé par courriel de cette situation par le pouvoir adjudicateur. Cette décision est portée sur le compte rendu d'intervention concerné par le représentant de le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire doit intervenir de nouveau sur site dans un délai de 2 jours ouvrés. A défaut, les pénalités prévues à l'article 4 seront appliquées.

11-2-3 REFACTION DES PRESTATIONS

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Le titulaire sera informé par courriel de cette décision qui devra être motivée, elle ne lui sera ensuite notifiée qu'après présentation de ses observations.

11-2-4 REJET DES PRESTATIONS

Lorsque, pour une panne identique, l'équipement n'a pu être réparé après plusieurs interventions du prestataire, le pouvoir adjudicateur prononce le rejet partiel ou total de la prestation. Le titulaire en est informé par courriel ou par courrier.

Dans les 5 jours ouvrés suivant le rejet de la prestation, le titulaire doit indiquer au responsable du GP les raisons qui justifient l'impossibilité d'opérer les réparations.

Si le pouvoir adjudicateur juge recevables les motifs avancés par le prestataire, il le lui notifie par courriel.

11-3-Garantie

Par dérogation à l'article 33.1 du CCAG FCS, il n'est pas prévu de période de garantie.

L'ensemble des matériels installés dans le cadre du présent marché sont soumis à la garantie légale constructeur. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission de la prestation.

Article 12 - Prix et règlement

12-1-Contenu des prix

Les prix du marché sont traités :

- **à prix forfaitaires**, sur la base de la Décomposition du prix forfaitaire annexé à l'acte d'engagement pour les prestations de maintenance préventives et correctives.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, des frais afférents à l'application de l'article 10.1.3 du CCAG FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque, les marges bénéficiaires.

- **à prix unitaire**, sur la base des tarifs horaires, de déplacement et unitaires figurant au sein du cadre du bordereau de prix unitaires pour les prestations complémentaires induites par la réalisation des maintenances ou faisant suite à un constat d'anomalie, besoin d'adaptation ou de rénovation.

12-2-Variation des prix

12-2-1-REVISION DE PRIX

Les prix du marché sont révisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède le mois de remise des offres. Ce mois est appelé "Mois zéro" (Mo).

Les prix de base sont révisés, en hausse comme en baisse, par application de la formule suivante :

$$P(n) = P(o) [0,15 + 0,70 (ICHT-IME(n)/ ICHT-IME(o)) + 0.15 (FSD2 (n)/FSD2(0))]$$

dans laquelle :

- P(n) est le prix révisé ;
- P(o) est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro.

Les index utilisés sont les suivants :

ICHT-IME(n) : Indices du coût horaire du travail - Tous salariés - Indices mensuels - Industries mécaniques et électriques –Connu à la date de révision des prix

ICHT-IME(0) : Indices du coût horaire du travail - Tous salariés - Indices mensuels - Industries mécaniques et électriques –Connu le « Mois zéro ».

FSD2 (n) : Indices des frais et services divers- modèle de référence n°2 – connu à la date de révision des prix.

FSD2 (0) : Indices des frais et services divers- modèle de référence n°2 – connu le « mois zéro »

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

Le calcul du coefficient de révision sera effectué à l'occasion de chaque prestation effectuée.

Lorsqu'une révision est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient lors du premier règlement qui suit la parution de l'index correspondant.

12-2-2-CLAUSE BUTOIR

Lors de la révision de prix, une augmentation maximale des prix du titulaire de 3% est tolérée. Si les prix révisés venaient à dépasser l'augmentation de 3% fixée ci-avant, il serait fait application de ce butoir sur les prix initiaux pour déterminer les nouveaux prix du marché.

12-2-3-OFFRES PROMOTIONNELLES

Le titulaire peut librement proposer une offre promotionnelle pour une durée limitée.

Dans ce cas, les pièces financières sont mises à jour, le cas échéant sans qu'il soit besoin de réaliser un avenant.

12-3-Modalités de règlement

12-3-1-REGIME DES PAIEMENTS

Les prestations font l'objet de paiements partiels définitifs après constatation du service fait dans les conditions prévues par l'article R2191-26 du Code de la commande publique.

12-3-2-TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

12-3-3-PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Les demandes de paiement seront adressées par dépôt électronique sur la plateforme dématérialisée : chorus-pro.gouv.fr

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1° La date d'émission de la facture ;

- 2° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 3° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 4° Le code d'identification du service en charge du paiement (Cf. tableau ci-dessous) ;
- 5° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 6° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 7° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 8° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 9° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture. (Cf. données ci-dessous).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, le pouvoir adjudicateur peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Mentions à porter sur les factures électroniques remises sur CHORUS PRO :

1/ Numéro d'identité du destinataire de la facture

N°SIRET de l'Assurance Maladie de l'Isère:
515 393 262 00016

2/ Le code service

FACTURES_PUBLIQUES

12-3-4-REPARTITION DES PAIEMENTS

L'acte d'engagement et les actes spéciaux éventuels indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants ;
- au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

12-3-5-DELAIS DE PAIEMENT

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article R2192-12 du Code de la commande publique

12-3-6-INTERETS MORATOIRES

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article R2192-12 du Code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

Conformément à l'article R2192-31 du Code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

12-4-Périodicité des paiements

Le paiement du montant forfaitaire s'effectuera tous les 6 mois à terme échu pour la moitié du forfait. La société pourra présenter sa facture le 15 du dernier mois du semestre. Les éventuelles réfections ou pénalités seront déduites de ces paiements partiels définitifs.

Le paiement des factures pour la prestation 2.1 sera réalisé sur présentation des factures après émission d'un bon de commande correspondant.

Le paiement des factures pour la prestation 2.2 sera réalisé mensuellement à terme échu en fonction du nombre d'interventions de maintenance corrective qui aura eu lieu. La société pourra présenter sa facture une semaine avant la fin du mois correspondant. Les éventuelles réfections ou pénalités seront déduites de ces paiements partiels définitifs.

12-5-Avance

Il ne sera pas alloué d'avance.

12-6-Sûretés

Sans objet.

Article 13 - Pénalités

13-1-Pénalités de retard

Pour tout retard ou dépassement de délai d'intervention, l'Entreprise encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées selon les dispositions suivantes :

- ❖ 50 euros HT par heure de retard de 1h à 2h de retard puis 70 euros HT par heure de retard au de-là de 2h de retard, dans la durée d'intervention pour maintenance corrective urgente ;
- ❖ 50 euros HT par jour de retard pour les dépannages et réparations issus des prestations de maintenance corrective simple ;
- ❖ 50 euros HT par jour de retard pour une intervention de maintenance préventive ;
- ❖ 150€ HT pour mauvais diagnostic entraînant une dépense injustifiée. Le Pouvoir adjudicateur se réserve alors le droit de faire appel à un expert pour confirmer ou non le diagnostic.

13-2-Pénalités pour retard dans la transmission des documents

Pour tout retard ou dépassement du délai de transmission du planning, de transmission d'un rapport ou compte-rendu d'intervention, de complétude du carnet d'entretien et des accès aux outils de traçabilité, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable des pénalités calculées selon les dispositions suivantes :

- ❖ 50 euros HT par jour de retard.

Article 14 – Responsabilité de l'entreprise

14-1-Responsabilité sur les installations

L'Entreprise se déclare responsable de toutes les installations sur lesquelles elle sera intervenue.

L'Entreprise est également responsable :

- ❖ des dégradations éventuelles occasionnées aux ouvrages et aménagements existants, par l'exécution de ses travaux,
- ❖ des dégradations éventuelles occasionnées à du matériel appartenant à l'Organisme, par suite ou en cours de l'exécution de ses prestations,
- ❖ du matériel et des matériaux qu'elle a déposés, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des locaux de l'Organisme.

14-2-Responsabilité à l'égard de son personnel

L'Entreprise est seule responsable des infractions aux lois et règlements et ne peut exercer aucun recours contre l'Organisme en cas de condamnation encourue par elle ou ses employés.

L'Entreprise a notamment la charge entière de la stricte application des lois et règles (notamment celles de la législation et de la réglementation du travail).

L'Entreprise atteste que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L620-3, L143-3, L143-5 du Code du Travail.

Conformément au décret n° 2008-244 du 7 Mars 2008 relatif au code du travail, un plan de prévention sera établi dès lors que l'opération à réaliser par les entreprises extérieures représente au minimum 400 h/an, ou lorsque les travaux à accomplir sont au nombre des travaux dangereux figurant sur une liste fixée par arrêté du ministre chargé du travail et par arrêté du ministre chargé de l'agriculture. Cette formalité sera réalisée conjointement par le titulaire et l'établissement après inspection commune des locaux.

Ce plan sera soumis à la Commission d'Hygiène et de Sécurité des Conditions de Travail du CSE de l'Organisme.

14-3-Assurances

L'Entreprise s'engage à souscrire une police d'assurance couvrant tous les risques dont elle pourrait être tenue pour responsable dans les conditions de droit commun, notamment accident, incendie, vol, explosion, dégâts des eaux, conséquence d'un défaut.

Elle devra pouvoir justifier à l'établissement de cette souscription.

14-4-Situation Fiscale et Sociale

L'Entreprise atteste être en règle de ses déclarations et paiements au regard de la législation fiscale et sociale. Elle s'engage à produire les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents dans un délai de 15 jours après demande de l'Organisme.

Article 15-Clause de réexamen

15-1 – Suppression des prestations suite à l'évolution structurelle de la CPAM

Le pouvoir adjudicateur peut être contraint à fermer (fermeture définitive du site) un ou plusieurs des bâtiments compris dans l'accord-cadre. Les prestations programmées concernant ce(s) bâtiment(s) seront donc supprimées.

Le pouvoir adjudicateur informera le titulaire, par écrit, de la date exacte de fermeture de ce(s) bâtiment(s) dans un délai minimum de **60 jours calendaires** avant celle-ci.

Ces modifications font l'objet d'une décision du pouvoir adjudicateur :

- supprimant les prestations concernant ces bâtiments dans le CCP
- diminuant le prix global et forfaitaire annuel d'un montant égal au prix forfaitaire annuel des maintenances programmées pour ces bâtiments **au prorata des visites réalisées pour l'année en cours.**

La décision de suppression du pouvoir adjudicateur est notifiée au titulaire par un ordre de service.

Le titulaire ne pourra pas se prévaloir, ni pour éluder les obligations du marché, ni pour élever une réclamation, des sujétions occasionnées par la suppression de prestations décidées par le pouvoir adjudicateur. Dans ce cadre, il ne percevra aucune indemnité.

Lorsque la fermeture d'un bâtiment est suivie d'une relocalisation, il sera demandé au Titulaire de faire une proposition de prix pour le nouveau bâtiment sur la base des prix contenus dans les annexes financières du marché (DPGF et BPU). Cette modification sera actée par voie d'avenant. Et ce, à condition que le nouveau site comporte des équipements, objets du présent marché et devant être maintenus.

Le titulaire devra mettre à jour l'état des lieux des installations prévu à l'article 10.1.3 du présent document.

15-2 - Fermetures prévisionnelles de bâtiments (non exhaustif)

- Agence de La Tour du Pin : relocalisation prévue courant 2025
- Agence de Roussillon : relocalisation du site prévu fin 2025 – début 2026.

Article 16 - Dispositions diverses

16-1-Dématérialisation des échanges pendant l'exécution des prestations

L'utilisation des moyens dématérialisés ou des supports électroniques est autorisée dans la mesure où elle garantit la sécurité et confidentialité des échanges.

16-2-Transfert du marché

Le titulaire ne peut céder le présent marché sans autorisation expresse de l'Organisme. Le non-respect de cette clause entraîne de plein droit la résiliation immédiate du marché au tort exclusif du titulaire et sans indemnité.

16-3-Modification du statut du titulaire

Dans les hypothèses d'une fusion, d'une absorption, d'un rachat ou d'un changement de raison sociale du titulaire, l'Organisme a la faculté de résilier le marché de plein droit, sans indemnité et sans préavis.

Le titulaire doit proposer à l'Organisme un avenant entérinant le changement de titulaire tout en continuant de réaliser les prestations du marché jusqu'à son terme normal.

Article 17 - Résiliation

Le présent marché pourra être résilié en application des dispositions des articles 38 et suivants du CCAG FCS.

En cas d'inexécution de ses obligations par le Titulaire, dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG FCS, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché sans indemnité, lorsque la mise en demeure qui lui aura été notifiée sera restée infructueuse au-delà d'un délai de 15 jours. Dans le cadre de la mise en demeure, le pouvoir adjudicateur informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché, aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article R2143-6 et suivants du Code de la commande publique et selon les dispositions des articles 38 et suivants du CCAG FCS.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, la résiliation pour motif d'intérêt général ne donnera pas lieu au versement d'indemnités.

D'une manière générale, il est mis fin aux relations contractuelles entre les parties en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution d'une des clauses du présent contrat.

Article 18 - Litiges et différends

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG FCS. En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le tribunal compétent est le Tribunal de Grande Instance dont relève le pouvoir adjudicateur.

Article 19 - Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCP sont les suivantes :

Dérogation à l'article 29.1 du CCAG FCS par l'article 11-2-1 du CCP

Dérogation à l'article 33.1 du CCAG FCS par l'article 11-3 du CCP

Dérogation à l'article 42 du CCAG FCS par l'article 17 du CCP

ANNEXE I – DESCRIPTION DES OPERATIONS A REALISER SUIVANT LES GAMMES DE MAINTENANCE

1.- MOTORISATION

- ✓ Entretien sur tous les organes de motorisation et vérification du bon fonctionnement de tous les éléments (nettoyage, graissage, réglages).
- ✓ Dépoussiérage de tous les organes de motorisation par bombe sous pression ou air comprimé.
- ✓ Vérification et réglages des vitesses d'ouverture, de fermeture, de ralentissement.
- ✓ Contrôle des balais de collecteur.

2.- VERINS

- ✓ Contrôle de la pression.
- ✓ Vidange du circuit, une fois (vérin hydraulique).

3.- TRANSMISSION GUIDAGE

- ✓ Entretien (nettoyage, graissage, reprise des jeux et tensions) et vérification :
 - des éléments de guidage (rails, galets, chaînes, crémaillères, câbles, pignons...).
 - des articulations et butées (charnières, pivots, rotules...).
- ✓ Entretien et vérification des systèmes d'équilibrage.

4.- VANTAUX, SECTIONS, LAMES

- ✓ Contrôle de l'état des fixations et l'étanchéité des vantaux.
- ✓ Vérification et reprise du serrage de toute la visserie.
- ✓ Vérification de tous les organes d'articulation (graissage des paumelles, axes..).
- ✓ Vérification de tout élément d'étanchéité (joints).
- ✓ Contrôle du retour des vantaux ou tablier en position marche après arrêt de la porte.

5.- LOGIQUE DE COMMANDE

- ✓ Contrôle de l'état général de la logique et des conducteurs électriques.
- ✓ Vérification et reprise du serrage des borniers ou connecteurs.
- ✓ Vérification et réglage des fins de course et des temporisations.

6.- ORGANES DE COMMANDE

- ✓ Vérification du bon fonctionnement des organes de commande (émetteurs, récepteurs, etc...).

7.- CAPTEURS / ACTIONNEURS

(Dispositifs de sécurité : détection de présence, de contact...)

- ✓ Vérification de l'état des fixations des capteurs et reprise éventuelle des fixations
- ✓ Vérification du bon fonctionnement de ces capteurs ou actionneurs et reprise éventuelle des réglages des champs de détection pour les détecteurs.
- ✓ Vérification des dispositifs d'arrêt du tablier en cas de non fonctionnement d'une fin de course.

8.- CAPOT MOTEUR

- ✓ Nettoyage du capot moteur, dépoussiérage du dessus et suppression des traces de doigt.

9.- BATTERIES DE SECOURS

- ✓ Vérification des batteries.

Y compris toutes suggestions d'entretien courant.

Opérations à réaliser	Fréquence d'exécution minimale				
	H	M	TR	S	A
Porte, portail, rideau ou barrière automatique					
Vérification du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité				X	
Vérification des détecteurs de début et de fin de course				X	
Vérification des éléments de guidage et des articulations				X	
Vérification des éléments de transmission du mouvement				X	
Vérification du limiteur d'effort				X	
Vérification de l'opérateur				X	
Vérification de l'armoire de commande et de ses composants				X	
Vérification du bon fonctionnement du débrayage manuel				X	

Vérification des organes de signalisation				x	
Vérification et réglage éventuel des dispositifs d'ouverture et de fermeture automatiques				x	
Dégraissage et nettoyage complet des rails de roulement, organes de rotation et de fermeture				x	
Si nécessaire, grattage des parties corrodées et traitement anti-rouille				x	
Lubrification et graissage des rails de roulement, organes de rotation et de fermeture				x	
Dépoussiérage des coffrets électriques et vérification des connexions électriques				x	
Obstacle de contrôle d'accès					
Vérification électrique				x	
Vérification électronique				x	
Vérification mécanique				x	

ANNEXE II – LIVRET DE SECURITE

Cette annexe fait l'objet d'un document distinct.